

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'AFFAIRE DES CONTRATS DE DRAGAGE ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISCINE À LA RÉSIDENCE DU PREMIER MINISTRE

M. Craig Stewart (Marquette): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre en ce qui concerne des questions inscrites au *Feuilleton* qui n'ont pas obtenu de réponse. Le premier ministre, ou la personne chargée de gérer les fonds destinés à la construction de la piscine de sa résidence officielle, peut-il nous assurer qu'il n'a reçu aucun don des sociétés de dragage ou de personnes en rapport avec ces dernières?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de High Park-Humber Valley.

* * *

● (1510)

LES AÉROPORTS

PICKERING—DEMANDE DE RÉVISION DE LA DÉCISION DE PROCÉDER À LA MISE EN CHANTIER DEVANT L'OPPOSITION MAJORITAIRE DE LA POPULATION

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Transports une question relative à l'aéroport de Pickering, qui suscite tant de controverse. Le ministre s'est engagé à modifier les plans initiaux de l'aéroport, si l'on pouvait prouver que la population torontoise y est opposée. Or, selon un sondage effectué récemment par une maison réputée de recherche sur le marché, la majorité de la population de cette ville s'oppose à la construction d'un deuxième aéroport. Le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il va maintenant tenir compte des vœux de la population torontoise et tenir sa promesse, en suspendant immédiatement tous les travaux d'études ou de construction et en resoumettant le projet, aux fins d'examen, au cabinet et peut-être à la Chambre, comme promis?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas pris connaissance des détails de l'enquête mentionnée par le député. Il parle de l'agglomération urbaine torontoise; qu'est-ce au juste? Il dit que 40 p. 100 des Torontois sont contre; est-ce à dire que 60 p. 100 sont en faveur de l'aéroport? Je n'ai pas les détails. Il ne s'attend sûrement pas à ce que je réponde à une question aussi simple qui cache plus de choses qu'elle n'en révèle.

M. Jelinek: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les résultats du sondage en question ont été publiés et ils révèlent que non pas 40 p. 100, mais 54.4 p. 100 de la population s'oppose au projet d'un aéroport à Pickering. Quand je parle de l'agglomération urbaine torontoise, je veux dire la ville de Toronto et le ministre le sait très bien. Le ministre a fait une promesse à la Chambre et ses paroles figurent au compte rendu.

Des voix: Règlement!

Questions orales

M. Jelinek: Puis-je poser ma question supplémentaire, monsieur l'Orateur? S'il veut éviter l'humiliation de se faire accuser d'avoir trompé la Chambre, le ministre dirait-il quels autres renseignements le satisfieraient et l'inciteraient à remettre en question son projet qui est un éléphant blanc?

[Français]

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, je n'ai absolument aucune idée de la valeur des statistiques qui ont été données. Je sais que nous avons fait nos propres enquêtes. Je suis revenu de Toronto ce matin, où je suis allé rencontrer le ministre des Transports. Il n'y a personne dans tout Toronto, et j'ai rencontré ce matin plusieurs personnes, qui s'est plaint de la construction de l'aéroport de Pickering.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LE CONTRAT DE DRAGAGE POUR LA RAFFINERIE GOLDEN EAGLE AU QUÉBEC—DEMANDE DE PRÉCISIONS

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et porte sur certains contrats de dragage dans la voie maritime du Saint-Laurent. Le ministre ou ses collaborateurs sont-ils au courant d'un contrat de dragage qui aurait été conclu dans la région de Québec pour le compte de la raffinerie Golden Eagle et cela, malgré le fait que des sources bien renseignées aient déconseillé de le faire? L'appel d'offre visait des travaux pour un montant de 10 millions de dollars. Les soumissions portaient sur 20 millions de dollars et déjà les travaux ont coûté 36 millions de dollars. Le ministre sait-il quelque chose à propos de ce contrat?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne connais pas les détails du contrat, mais je me renseignerai. Je ne pense pas que j'étais ministre des Transports à l'époque.

M. Benjamin: Et maintenant?

M. Marchand (Langelier): J'étudierai la question et je verrai s'il y a quelque chose à signaler à ce sujet.

M. Nowlan: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Cela s'est passé en 1971 ou en 1972 et j'admets que le ministre ne tenait pas alors le portefeuille des Transports, mais ses collaborateurs étaient au courant. Tout en étudiant la question—je sais que le ministre ne peut pas faire rapport à la Chambre avant Pâques—le ministre pourrait-il voir quels libéraux éminents étaient en faveur du contrat? En effet, sauf erreur, l'un de ceux-ci est un de ses collègues; il est actuellement membre du cabinet mais il ne l'était pas à l'époque où il a vigoureusement plaidé en faveur de ce contrat.

M. l'Orateur: A l'ordre!